

L'insécurité grandit en France !

Article rédigé par *Olivier Damien*, le 16 janvier 2018

source[Boulevard Voltaire]Face à ce déferlement de violence et d'actes criminels que font nos gouvernants ? Ils discutent, ils tergiversent, ils temporisent, mais n'agissent pas.

Il y a quelque 48 heures, une fusillade à la kalachnikov, sur fond de trafic de stupéfiants, faisait un mort et un blessé grave dans un quartier animé du centre de Marseille. Dans le même temps, à Clermont-Ferrand, paisible ville de province, un jeune homme était sauvagement poignardé pour avoir voulu s'interposer dans une bagarre. Son pronostic vital était engagé. Au centre pénitentiaire de Vendin-le-Vieil, des surveillants de l'administration pénitentiaire, quant à eux, étaient agressés au couteau et blessés par un djihadiste fanatique, ancien dirigeant d'Al-Qaïda et coresponsable d'un attentat commis en Tunisie en 2002 qui avait fait 21 morts. Ces faits, survenus dans des endroits très différents, mais dans le même laps de temps, démontrent combien la sécurité se dégrade dans notre pays. En effet, sur fond d'augmentation du nombre des homicides survenus en 2016 – notamment du fait des attentats commis sur notre sol -, il apparaît que l'insécurité s'impose peu à peu dans nos villes, dans nos villages, dans nos commissariats et nos gendarmerie (cf. attaques de Limoges, Grenoble et Meylan) et même, aujourd'hui, dans nos prisons.

À l'extérieur, la même violence touche nos soldats. Engagés sur différents fronts, trois de nos militaires viennent ainsi d'être blessés, dont un grièvement, au Mali. Ils vont s'ajouter à la déjà trop longue liste des 154 tués et des 620 blessés en opérations extérieures depuis 2007. Même le très prudent Haut Comité d'évaluation de la condition militaire, dans l'un de ses derniers rapports, jugeait ce nombre « *élevé* ».

Et face à ce déferlement de violence et d'actes criminels, que font nos gouvernants ? Ils discutent, ils tergiversent, ils temporisent mais n'agissent pas. Ils ont laissé, au cours de ces dernières décennies, au nom d'un angélisme coupable, la situation sécuritaire de notre pays se détériorer comme jamais. Les effectifs dans la police, la gendarmerie et l'administration pénitentiaire ont fondu comme neige au soleil. Les matériels n'ont pas été remplacés, laissant nos forces de l'ordre et nos militaires intervenir dans les pires conditions. Et comme si cela ne suffisait pas, ils ont sanctionné ceux qui, conscients de leurs responsabilités, tiraient la sonnette d'alarme. Le général Pierre de Villiers en est l'exemple le plus récent et le plus emblématique.

Aujourd'hui, tous les Français sont gravement en danger. Nos banlieues sont sous pression, susceptibles d'exploser à la moindre étincelle. Nos prisons peuvent, à tout moment, connaître des émeutes. Nos militaires, nos policiers et, d'une façon plus générale, tous ceux qui, en uniforme ou non, représentent l'État peuvent être agressés et assassinés à tout moment au nom d'une idéologie mais aussi à cause d'un laxisme que l'on a laissés se développer sans aucun discernement.

Ainsi, la seule question qui vaille, désormais, n'est pas de savoir où et comment interviendra l'événement qui mettra le feu aux poudres, mais bien de savoir quand. En effet, malgré l'engagement sans faille de celles et ceux qui assurent notre sécurité intérieure et extérieure, il est maintenant acquis qu'ils ne peuvent plus que contenir le vaste mouvement d'envahissement qui menace notre pays. Trop peu de personnels, trop peu de moyens, mais surtout trop peu d'envie et un manque de vision globale de la part de politiques qui ont eu, jusqu'ici, plus à cœur de préserver leurs positions et leurs mandats que de se battre pour rétablir la paix sur notre sol.

Face à ce renoncement, c'est donc à nos forces de l'ordre de se faire entendre par tous les moyens légaux dont ils disposent. À eux d'exiger les moyens d'exercer leurs missions, et de mettre nos politiques au pied

du mur.